

Au Brésil, des privatisations électriques

L'ouverture du capital d'Eletrobras et d'une soixantaine d'actifs inquiète dans ce pays imprégné de nationalisme économique

SAO PAULO - *correspondante*

Avant d'entamer le canard laqué au dîner organisé avec son homologue chinois, Michel Temer n'avait qu'une idée en tête : le convaincre d'investir dans son pays. Evoquant quelques jours plus tôt auprès des médias locaux le vaste programme de privatisations de son gouvernement, le président brésilien n'avait pas manqué de sincérité : « Nous espérons que la Chine pourra s'y intéresser. »

La réponse du président chinois, Xi Jinping, que M. Temer a rencontré lors du sommet des BRICS organisé du 3 au 5 septembre dans la ville portuaire de Xiamen, dans le sud-est de la Chine, n'a pas déçu. Promettant d'investir dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des infrastructures au Brésil, Xi Jinping a confirmé l'appétit du Céleste Empire pour les actifs d'Amérique latine en général et ceux du Brésil en particulier.

« Quelle ironie !, soupire Pedro Rossi, professeur à l'Institut d'économie de l'université de Campinas. *Le Brésil vend des entreprises publiques que l'on dit mal gérées par l'Etat pour les livrer à l'Etat chinois. Le Brésil se vend à la Chine. C'est un suicide.* »

« Crime de lèse-patrie »

A rebours des marchés financiers, euphoriques après la divulgation, le 21 août, de ce programme de privatisations d'une ampleur inédite depuis les années 1990, les experts s'interrogent. Le gouvernement brésilien compte ouvrir au privé près d'une soixantaine d'actifs : des autoroutes, des ports, des aéroports, et même la Casa da Moeda, société qui imprime les billets de banque brésiliens. S'ajoute à cela une perle : Eletrobras.

L'entreprise, dont l'Etat détient 40,98 % du capital (51 % des droits de vote), produit et distribue un tiers de l'énergie au Brésil. En vendant une fraction de ses parts, tout en conservant une participa-



Le siège de la compagnie d'énergie Eletrobras, à Rio de Janeiro. NIDIA SUSSMAN/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

tion minoritaire et un droit de veto au conseil d'administration, le gouvernement espère récolter quelque 20 milliards de reais (5,4 milliards d'euros). Ils s'ajouteraient à un peu plus de 20 milliards issus de la vente des autres actifs et concessions. « Cela pourra soulager l'Etat un, deux, trois ans », estime Felipe Salles, économiste au sein de la banque Itau Unibanco, à Sao Paulo.

Dans un pays imprégné de nationalisme économique, l'initiative est osée. S'exprimant au nom du Parti des travailleurs (PT, gauche), le sénateur Lindberg Farias a dénoncé un « crime de lèse-patrie ».

« Capitalisme de copinage »

Les syndicats, eux, redoutent la casse sociale et l'explosion des factures pour les usagers. « Au final, qui va payer ? La société », accuse Carlos Alberto Alves, président du syndicat Sinergia CUT. Mais les divers scandales de cor-

ruption entachant la gestion des entreprises d'Etat ont fait évoluer les esprits. Selon un sondage réalisé par Parana Pesquisas entre le 28 août et le 1^{er} septembre, 49,3 % des Brésiliens seraient favorables à la vente d'Eletrobras, et 47,1 % s'y opposeraient. « Nous vivons dans un capitalisme de copinage où les entreprises publiques sont utilisées pour (...) distribuer des faveurs. Les privatisations sont, quelle que soit leur forme, une excellente chose, dans le sens où elles participent à la réforme de l'Etat », estime Paulo Baia, professeur d'économie à l'université FEI de Sao Bernardo do Campo dans l'Etat de Sao Paulo.

Eletrobras, mise en cause dans l'enquête anticorruption « Lava Jato » (« Lavage express »), est l'une des illustrations de l'incurie de l'Etat brésilien. Parmi les plus grands groupes du secteur de l'énergie au Brésil et en Amérique latine, il serait aussi l'un des

moins performants. A l'origine de ses difficultés, les analystes signalent la décision, imposée par décret en 2013 par l'ancienne présidente de gauche Dilma Rousseff, destituée en 2016, de réduire les prix de l'électricité de près d'un tiers. Une initiative qui, cumulée à la sécheresse historique observée entre 2012 et 2015 renchérissant le coût de l'énergie, aurait fait plonger les recettes d'Eletrobras. S'ajoutent à cela des nominations plus politiques que techniques. « Le gouvernement a montré son incapacité totale dans la gestion, mêlant corporatisme et corruption », commente Jose Luiz Alqueires, ancien président de l'énergéticien interrogé par le quotidien *O Globo*, le 22 août.

Motivation budgétaire

Les plus enthousiastes imaginent que la société, aujourd'hui criblée de dettes, pourrait devenir prospère une fois privatisée. A l'instar d'Embraer, un groupe aéronautique autrefois au bord de la faillite devenu un fleuron du secteur après sa privatisation dans les années 1990.

Mais l'empressement du gouvernement et la motivation essentiellement budgétaire de cette frénésie vendeuse inquiètent. Aucune précision n'a été donnée sur l'avenir des deux centrales nucléaires que possède Eletrobras et dont l'Etat ne peut se défaire, à moins de violer la Constitution. Le sort du barrage d'Itaipu détenu conjointement par le Brésil et le Paraguay, lui aussi hors du champ des privatisations du fait de sa binationalité, n'a pas non plus été détaillé.

« Il n'y a aucune stratégie derrière ces privatisations autre que la recherche désespérée d'argent frais pour réduire le déficit avant l'élection présidentielle de 2018 », estime Nivalde de Castro, coordinateur du Groupe d'étude du secteur

« Il n'y a aucune stratégie derrière ces privatisations autre que la recherche désespérée d'argent frais pour réduire le déficit »

NIVALDE DE CASTRO
professeur à l'université fédérale de Rio de Janeiro

électrique (Gesel) à l'université fédérale de Rio de Janeiro. Mais, ajoute-t-il, « le gouvernement vend la voiture pour payer l'essence ». « Il faudrait céder l'équivalent de 25 Eletrobras rien que pour payer les intérêts de la dette publique », ajoute Pedro Rossi.

L'emballement du marché, qui a salué la nouvelle de la privatisation par une hausse de près de 50 % de l'action Eletrobras, peut donc sembler précipité. En atteste l'éditorial daté du 28 août du *Financial Times* incitant à davantage de tempérance. Rappelant les difficultés du président Temer, apprécié d'à peine 5 % des Brésiliens, le quotidien britannique souligne que « de grandes annonces au Brésil, comme celle-ci, bien que bienvenues, doivent être prises avec des pincettes ».

La vente d'une entreprise jugée stratégique peut susciter des résistances politiques. Et certains analystes redoutent que la précipitation du gouvernement masque en réalité son incapacité à poursuivre les réformes structurelles tant attendues. En particulier la refonte du système des retraites qui permettrait véritablement de soulager les finances publiques. ■

CLAIRE GATINOIS

159 MILLIARDS

Estimation, en reais, du déficit budgétaire du Brésil en 2017

Le gouvernement brésilien a nettement revu à la hausse, mi-août, ses estimations du déficit budgétaire, le portant à 159 milliards de reais (42,5 milliards d'euros), hors paiement des intérêts de la dette pour 2017 et pour 2018, en raison de recettes fiscales moins importantes que prévu. Initialement, l'objectif était de le maintenir au-dessous de 139 milliards de reais cette année et 129 milliards l'an prochain.

Le sauvetage coûteux de l'Etat de Rio de Janeiro

RODRIGO MAIA en a sangloté. Après avoir signé, mardi 5 septembre, le plan de sauvetage de l'Etat de Rio de Janeiro, l'émotion a gagné le président de la Chambre des députés du Brésil. Remplaçant le président Michel Temer, en déplacement en Chine, M. Maia, décrit comme un politicien « sans sel », a mesuré la portée historique de son geste. « Un moment de fierté », a-t-il commenté, remerciant M. Temer de lui avoir donné cette opportunité.

A ses côtés, le gouverneur de Rio, Fernando Pezao, affichait davantage de retenue. Sans doute avait-il à l'esprit les sacrifices exigés contre ce soulagement financier temporaire, fruit de longs mois de négociations.

L'Etat de Rio, précipité dans la faillite à la suite des difficultés du groupe public pétrolier Petrobras, dont il est fortement dépendant, a obtenu de Brasilia l'octroi de 11,1 milliards de reais (3 milliards d'euros)

de crédits en 2017 et 2018. Il sera aussi exonéré du règlement de la dette due à l'Etat fédéral jusqu'en 2020, économisant près de 30 milliards de reais. « Avec cet accord, l'Etat de Rio paiera de nouveau ses factures en temps et en heure, qu'il s'agisse de fournisseurs, de salaires, de retraites. A partir d'aujourd'hui commence le retour à la normale », a commenté le ministre de l'économie, Henrique Meirelles.

Ecoeurément

Mais cette main tendue exige des contreparties. Rio devra mener un sévère plan de rigueur pour revenir à l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans. Au-delà de l'effort programmé, comme la vente annoncée de la Cedae, entreprise de distribution de l'eau, le quotidien *O Globo* évoque la possibilité de licencier des fonctionnaires et de privatiser d'autres établissements comme l'université de l'Etat de Rio de Ja-

neiro (UERJ). A l'appui de cette présomption, la mention d'une « révision de l'offre d'enseignement supérieur » ainsi que la démission de fonctionnaires, suggérées à Rio par le ministère de l'économie dans le document.

Cette hypothèse, réfutée par les autorités de Rio, a choqué. « Nous analysons le document pour estimer l'ampleur de l'attaque. Depuis longtemps déjà nous dénonçons le fait que la supposée crise de l'UERJ cache le projet de sa destruction. Nous ne sommes pas étonnés mais indignés qu'ils aient eu le courage de l'écrire », s'étrangle Lia Rocha, présidente de l'association des enseignants de l'UERJ.

L'écoeurément est d'autant plus grand à Rio qu'une partie des fonctionnaires estime devoir payer pour l'indécence de sa classe politique, mise en cause dans une kyrielle de scandales de corruption. ■

c. g.

questions politiques

votre rendez-vous politique du dimanche

réagissez sur twitter

#questionspol | franceinter.fr

en direct sur France Inter et sur franceinfo (TV canal 27)



dimanche 10 septembre à 12h
par Ali Baddou, Françoise Fressoz,
Jeff Wittenberg et Carine Bécard

Le Monde

franceinfo:
TV canal 27

